

# *La défense aérienne française dans le contexte OTAN*

## **Autonomie souveraine**

## **ou sujétion atlantique**

## **(1949-1966)**

*par monsieur Adrien Houizot, premier prix René Mouchotte 2005*

Cet article se propose d'aborder la défense aérienne lorsque celle-ci présente son aspect le plus paradoxal. En effet, alors que la France s'affirme comme le principal pilier de l'OTAN et que l'Europe se dote d'une défense intégrée, les autorités françaises donnent la priorité à la constitution d'une défense aérienne purement nationale. Dès lors, quel est son degré de souveraineté et, par là même, d'intégration ? Quelles sont également les modalités d'emploi de ses forces basées sur la coopération et la coordination avec les alliés ?

### **Introduction**

**L**a seconde guerre mondiale a révélé de manière évidente qu'il était nécessaire de repenser en profondeur la manière d'organiser la défense des territoires nationaux. L'émergence de l'arme aérienne comme principal atout de conquête des grandes puissances, notamment dans le domaine de l'offensive tactique et stratégique, impose de sacrifier aux flottes aériennes des moyens militaires plus traditionnels. Dans l'immédiat après-guerre, ce constat se révèle particulièrement véridique dans le cas français. Faute de moyens, la France n'est pas en mesure de répondre militairement à la menace d'une attaque aérienne. Paradoxalement, alors que les leçons du conflit ont démontré de façon particulièrement explicite les conséquences décisives d'une action aérienne offensive, les responsables militaires français restent attachés au caractère offensif de l'arme aérienne au détriment d'une fonction défensive susceptible de

réduire l'impact d'une action hostile. En 1945, le général Valin, chef d'état-major général de l'armée de l'air, préconise « *la limitation provisoire des moyens de la DAT (défense aérienne du territoire) et le développement d'une forte aviation tactique et stratégique* »<sup>(1)</sup>. Il pense que, « *à défaut d'une défense aérienne, la parade réside dans une action offensive des forces aériennes* »<sup>(2)</sup>. Les autorités militaires françaises, pour qui la menace principale reste identifiée à l'Allemagne, ne prennent pas initialement la mesure du nouveau contexte stratégique de l'après-guerre. Ce n'est qu'à partir de 1947, avec le développement de la guerre froide et la progressive identification de la France au camp occidental face à la bipolarisation du monde, qu'émerge véritablement l'idée que la défense du territoire national passe essentiellement par la constitution d'une défense aérienne puissante et efficace. Il faut pourtant attendre la signature du

1. Cité par Patrick Facon, « L'armée de l'air face au problème nucléaire (1945-1954), un nouvel âge d'or du douhétisme », in *Revue historique des armées*, mars 1990, p.84-93.

2. *Ibid.*

## L a défense aérienne française dans le contexte OTAN (1949-1966)

traité de l'Atlantique nord le 4 avril 1949, que la France appelle de ses vœux, pour que la défense aérienne s'impose durablement comme une nécessité primordiale de la Défense nationale et une mission essentielle pour l'armée de l'air.

### Défense aérienne offensive ou défensive ?

Lorsque le commandement de la DAT est créé en 1945, il se manifeste une véritable volonté de réformer l'organisation qui a conduit au désastre de 1940. Dans l'immédiat après-guerre, la défense aérienne reste une notion relativement abstraite. Il faut rappeler que l'armée de l'air est, à cette époque, sous une entière tutelle anglo-saxonne et applique donc une doctrine d'emploi essentiellement basée sur le soutien des troupes au sol. La défense aérienne souffre d'une réelle pénurie en moyens matériels et humains. Patrick Facon nous informe que sur les 50 000 hommes accordés à l'armée de l'air par le projet de loi de février 1946 fixant l'organisation générale des armées, seulement 2 518 doivent être affectés à la DAT<sup>(3)</sup>. Un an avant l'adhésion de la France au pacte atlantique, la constitution du pacte de Bruxelles avec la Grande-Bretagne permet tout de même de doter l'armée de l'air de chasseurs britanniques *Vampire* avec lequel elle est désormais en mesure d'assurer une certaine couverture défensive du territoire national.

Néanmoins, cet appareil étant polyvalent, il ne s'opère pas dès cette époque une distinction qui permettrait d'identifier un escadron à l'exécution d'une mission particulière, et la DAT souffre de la concurrence des conceptions « offensives » du haut commandement. Ce dernier a parfaitement pris en compte, en 1947, la nouvelle menace que fait peser l'émergence d'une aviation stratégique soviétique mais il reste persuadé que la parade la plus efficace réside dans l'action offensive de l'arme aérienne. C'est en 1949, alors que la notion de défense intégrée émerge des documents de l'Alliance atlantique, que la France définit clairement les modalités d'emploi de ses forces aériennes et s'efforce de mettre sur pied un réseau de défense aérienne autonome et efficace.

3. Patrick Facon, « Le Réveil du Phénix. L'armée de l'air : de la victoire à l'OTAN (1945-1949) », in *Air fan*, avril 1986.

### Le modèle britannique

Cette organisation nouvelle comprend désormais un général commandant la DAT, subordonné au ministre de l'Air (en 1947, ce dernier est remplacé par un secrétaire d'État aux forces armées « Air », également responsable devant le ministre de la Défense nationale)<sup>(4)</sup> qui « [...] coordonne les actions réciproques des éléments de défense aérienne »<sup>(5)</sup>. Celui-ci est à la tête d'une pyramide hiérarchique qui comprend notamment les commandants des zones de défense aérienne (ZDA) qui le secondent au niveau de la gestion régionale des éléments de défense aérienne. La défense aérienne se définit comme une attribution interministérielle sous l'autorité coordinatrice du Premier ministre. Le commandant de la DAT est, quant à lui, chargé de la mise en œuvre des actions de défense aérienne au sein des différents ministères concernés. Il est également responsable de l'exécution des mesures inter-armées de défense aérienne. Dans tous ses aspects, l'organisation de la DAT s'inspire grandement du *Fighter Command* britannique encore auréolé de sa victoire face à la Luftwaffe. Par conséquent, l'armée de l'air du début des années 1950 demeure sous l'influence directe du Royaume-Uni tant dans le domaine des doctrines d'emploi et de l'organisation des forces, que dans celui du matériel majoritairement d'origine britannique.

### Perception et typologie de la menace

L'achat des *Vampire* coïncide avec la redéfinition des priorités de la défense nationale. L'adhésion de la France au pacte de Bruxelles puis à celui de l'Atlantique nord implique un progressif désengagement des efforts consentis pour la défense de l'Union française au profit de

4. Décret du 20 janvier 1945 relatif à l'organisation de la DAT.

5. SHAA, carton E.12593, conférence du lieutenant-colonel de Maistre du 17 février 1948 sur « Le Problème de la défense aérienne du territoire », Centre d'enseignement supérieur aérien.

la couverture de la frontière du Rhin. Malgré l'indifférence qui domine dans l'opinion publique française jusqu'au début des années 1950, en raison des vœux de neutralité entre l'Est et l'Ouest initialement affichés par la classe politique, l'idée d'une menace clairement identifiée à l'Est s'impose dans les milieux officiels dès le coup de Prague du 25 février 1948<sup>(6)</sup>. La constitution de l'Alliance atlantique accentue l'idée que la survie du territoire passe par la défense de l'Occident, d'autant plus que la menace russe semble délibérément gonflée pour asseoir la légitimité de l'Alliance. Néanmoins, la perception de la réalité de cette menace mérite d'être nuancée car il se répand assez généralement l'idée selon laquelle, même si l'Union soviétique entre dans le club des puissances atomiques en 1949, l'URSS n'a pas les moyens de se constituer une véritable force de frappe. La guerre de Corée ainsi que l'apparition de bombardiers soviétiques performants réactivent les inquiétudes et posent fondamentalement le problème du réarmement des forces armées de l'OTAN.

### L'aide alliée et le rééquipement de la DAT

Pour faire face aux énormes besoins de ses forces aériennes particulièrement sinistrées, le gouvernement français sollicite dès 1948 une aide militaire de la part des États-Unis. Le 6 octobre 1949, le Congrès vote le *Mutual Defense Act* et un accord bilatéral franco-américain est signé le 27 janvier 1950. Ces accords permettent la mise en œuvre du programme d'aide mutuelle (PAM) qui autorise les États-Unis à fournir gratuitement une aide militaire importante aux armées françaises. En outre, le *Mutual Security Act*, adopté en septembre 1951, rend possible le développement des commandes *off-shore*. Ces contrats correspondent à l'achat de matériels payés par les États-Unis, mais dont la fabrication est inscrite au budget national. Ces appareils sont ensuite immédiatement et gratuitement rétrocédés au pays constructeur. Ces commandes associent le double avantage de stimuler l'industrie aéronautique française tout en préservant le choix d'un

matériel national. Pour la défense aérienne, ce système permet de sauver les apparences mais il ne l'autorise qu'à présenter une indépendance logistique de façade puisque les matériels ainsi acquis restent sous la propriété des États-Unis. Ainsi, le gouvernement américain se réserve le droit de restreindre ou de supprimer ces approvisionnements si l'aide n'est pas compatible avec l'intérêt national, la sécurité ou la politique étrangère des États-Unis. Officiellement indépendantes, les forces de DAT subissent une totale dépendance matérielle anglo-saxonne. On ne peut donc que mesurer l'ampleur des concessions françaises sur le plan de la souveraineté pour mener à bien un réarmement et une modernisation des forces aériennes que les industries nationales ont peine à satisfaire.

Face à la menace nucléaire soviétique désormais crédible, le débat stratégique entre l'établissement d'une défense aérienne efficace et le développement d'une puissante force aérienne offensive tourne à l'avantage de la première option. En 1949, l'acquisition des *Vampire* s'inscrit dans un vaste programme de réarmement qui table initialement sur la constitution de 108 escadrons de chasse et l'installation de 22 stations maîtres radar (SMR). L'état des finances divise néanmoins ce plan par cinq mais il est toujours prévu que l'armée de l'air aligne 693 *Vampire* et 139 *Mosquito* de chasse de nuit en 1953. Le redressement des industries aéronautiques nationales permet d'envisager l'avenir avec un peu plus d'assurance. C'est ainsi que le gouvernement de Georges Bidault décide de rédiger une loi de programmation qui prévoit un nouveau plan quinquennal de production aéronautique étalé entre 1950 et 1954. La majeure partie du plan est consacrée à la construction aéronautique à hauteur de 2816 appareils dont 1287 avions de chasse, tous destinés à la défense aérienne<sup>(7)</sup>. Ce plan permet à l'armée de l'air de mettre en œuvre une force d'intercepteurs dotée d'*Ouragan*, de *Mystère II* et de *Mystère IV* (financés au titre du PAM) de construction nationale et aux performances prometteuses. Malgré les efforts du plan de 1950, les crédits ne permettent pas de satisfaire aux objectifs requis par l'OTAN. Le plan VII de 1952, qui matérialise les décisions

6. Voir notamment, Claude d'Abzac-Epezy, « La perception de la menace aérienne en France au début de la guerre froide », in *Revue historique des armées*, juin 1990, p.106-115.

7. Claude Carlier, *Le Renouveau de l'aéronautique militaire en France sous la Quatrième République (1946-1958)*, mémoire de maîtrise en histoire contemporaine, université Paul Valéry de Montpellier, 1972.

## La défense aérienne française dans le contexte OTAN (1949-1966)

de la 92<sup>e</sup> session du Conseil de l'Atlantique nord (CAN) à la conférence de Lisbonne, prévoit une dotation énorme de 1 125 intercepteurs à hautes performances (50 % des appareils programmés). Mais, à l'instar du programme quinquennal, les objectifs du plan VII ne sont pas atteints et le développement de la DAT souffre d'un réel ralentissement à partir de 1953, notamment en ce qui concerne le maillage radar<sup>(8)</sup>.

### Le problème de la défense aérienne en France

Pour parer à la menace nucléaire soviétique, la défense aérienne s'impose finalement d'elle-même. Reste qu'elle se heurte à un certain nombre de difficultés qui, dans le contexte français, sont à même de nuire à son efficacité. L'établissement en URSS d'une puissante aviation stratégique à long rayon d'action rend impossible une stratégie de défense basée sur une attaque préventive ou une contre-offensive aérienne sur le territoire russe. La seule parade réside dans la capacité de contrer les bombardiers nucléaires avant qu'ils n'atteignent leur cible. Parallèlement, les forces de défense aérienne sont handicapées par la faible profondeur stratégique qui lui ferait défaut en cas d'attaque surprise de l'aviation tactique soviétique. Car c'est bien la menace d'une saturation du réseau de défense aérienne par les formations de chasseurs bombardiers basées en RDA et évoluant à basse altitude qui est la plus plausible.

Or, si l'on analyse les comptes rendus d'exercices de la DAT (conservés au SHAA) au cours des années 1950, on ne peut que constater l'extrême difficulté pour les forces de défense aérienne françaises de neutraliser un bombardier stratégique, et une impossibilité presque totale de contrer une menace aérienne à basse altitude, même numériquement modeste<sup>(9)</sup>. Ces insuffisances résultent d'une pénurie quantitative en intercepteurs performants, d'une implantation

8. SHAA, cartons E.2819 à E.2837, *Implantation de radars, 1951-1953*.

9. Ce constat est particulièrement mis en lumière au cours de l'exercice *Medflex Epic* de mai 1957. SHAA, DAT, carton H.9951, lettre n° 206/ZDA AFN 903/3/OPS/SC, 20 mai 1957, compte rendu de l'exercice *Medflex Epic*.

radar trop modeste, vulnérable et géographiquement inadaptée, et d'une intégration OTAN difficile à mettre en œuvre matériellement et politiquement.

### Le dispositif allié de défense aérienne en France

Les carences du système de défense français poussent les gouvernements de la IV<sup>e</sup> République à accepter, dans le cadre de l'OTAN, que les États-Unis et le Canada installent une partie de leur dispositif sur le territoire national<sup>(10)</sup>. L'*USAFE* (*United States Air Force in Europe*) concentre le plus grand nombre d'aérodromes mais un seul, celui de Phalsbourg, est consacré à la défense aérienne entre 1958 et 1960. *A contrario*, les deux bases canadiennes de Marville et Grostenquin regroupent exclusivement des unités dotées d'intercepteurs de jour et de nuit. Ces unités semblent avoir fait preuve d'une réelle coopération avec le réseau de défense aérienne français<sup>(11)</sup> alors que ce ne fut pas le cas avec les formations de l'*USAFE*. Cela tient à la conception très particulière que les Américains entendent donner à la défense de l'Europe, qu'ils considèrent comme une notion globale, s'affranchissant allègrement des frontières nationales. Les intercepteurs de Phalsbourg n'étaient donc pas destinés à couvrir le territoire français mais ils s'inséraient dans un dispositif plus large à la taille de l'Europe occidentale.

### Subordination nationale ou atlantique ?

En raison des prérogatives de souveraineté des différents pays de l'Alliance atlantique, l'intégration peine à se mettre en place, notamment dans le domaine de la défense aérienne. L'OTAN sou-

10. L'histoire des bases américaines en France a été étudié par Olivier Pottier, *Les Bases américaines en France, 1950-1967*, préface de Maurice Vaisse, Paris, L'Harmattan, 2003.

11. Notamment lors des exercices hebdomadaires *Tuesday Scrimmage*. SHAA, DAT, carton H.9959, Exercices d'interceptions avec la 1<sup>re</sup> division aérienne canadienne (1957), *Comptes rendus des exercices Tuesday Scrimmage*.

haite vivement que la défense aérienne soit mise sous la responsabilité directe du commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) de manière à garantir une réactivité immédiate et nécessaire. En 1956, l'OTAN déclare que l'intégration du système de détection de l'OTAN « *ne peut pas être établi sur une base nationale* »<sup>(12)</sup>. Aux problèmes politiques s'ajoutent de nombreux obstacles liés à la compatibilité des différents systèmes de détection européens et nord-américains. De manière à résoudre ces importants problèmes structurels, le Conseil de l'Atlantique nord (CAN) examine le document MC.54 le 11 octobre 1955<sup>(13)</sup>. Ce texte prévoit que le SACEUR soit désigné comme l'autorité responsable de la coordination de la défense aérienne de l'Europe OTAN. Ainsi, si les forces nationales de l'Alliance conservent l'autorité organique de leur défense aérienne, elles en perdent le commandement opérationnel au profit du SACEUR. Les autorités françaises, soucieuses de conserver la défense aérienne comme une prérogative strictement nationale, ne peuvent se soumettre à un tel accord et le MC.54 n'est finalement pas approuvé par le CAN.

### Le 1<sup>er</sup> CATAC et la mission de défense aérienne

L'intégration de la défense aérienne française dans le réseau OTAN est mise en difficulté par son ambivalence singulière. Dès 1949, la France prévoit de fractionner ses forces aériennes en fonction des besoins nationaux et de ceux de l'Alliance. C'est ainsi que la DAT doit rester sous l'entière souveraineté nationale tandis que le 1<sup>er</sup> CATac est mis à la disposition de la 4<sup>e</sup> ATAF sous l'autorité du SACEUR. Cependant, le 1<sup>er</sup> CATac, implanté dans le Nord-Est de la France et en RFA, dispose d'unités de défense aérienne stationnées à Dijon et à Colmar. De quelle manière s'opère donc la manœuvre d'ensemble? Même si le 1<sup>er</sup> CATac est subordonné au SACEUR dans l'exécution de ses missions, le commandant de la DAT a, dès le temps de paix, un pouvoir d'ins-

pection et de coordination de manière à garantir l'unité de direction de la défense aérienne. En outre, il semble acquis que le 1<sup>er</sup> CATac se soit particulièrement investi dans la manœuvre de défense aérienne avec les escadres de la DAT en dépit de la faiblesse de ses effectifs en intercepteurs purs (2 escadres seulement). Les synthèses d'activité du 1<sup>er</sup> CATac nous apprennent que le taux de mission de défense aérienne effectué par ce commandement tactique était extrêmement élevé (de l'ordre de 50 % de son activité totale)<sup>(14)</sup>. Au cours des exercices interalliés, les sorties consacrées à la défense aérienne sont également tout aussi nombreuses<sup>(15)</sup>.

### Les revendications gaulliennes face à l'OTAN

Le problème de la défense aérienne et la nécessaire clarification de sa subordination, en temps de paix comme en temps de guerre, imposent de réévaluer le document MC.54 qui a posé les bases de l'intégration des forces de défense aérienne en Europe. En avril 1958, le comité militaire de l'OTAN approuve le document MC.54/1 qui fixe définitivement les attributions du SACEUR dans la conduite des opérations de défense aérienne. Il reprend les principes essentiels établis par MC.54 avec les mêmes clauses inacceptables pour le maintien d'une souveraineté française pleine et entière.

L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle radicalise les revendications françaises en matière de souveraineté vis-à-vis de l'Alliance. Comme l'indique très justement Maurice Vaisse, « *le général de Gaulle n'a pas inventé les revendications françaises face à l'OTAN* »<sup>(16)</sup>. Mais la différence majeure avec la détermination des autorités du précédent régime réside dans le fait que ces revendications s'inscrivent dans une politique

14. SHAA, 1<sup>er</sup> CATac, carton H.9591, *Synthèses d'activité des unités aériennes du 1<sup>er</sup> CATac*.

15. SHAA, 1<sup>er</sup> CATac, carton H.9584, 3 septembre 1953, *Enseignements de l'exercice Coronet*.

16. Maurice Vaisse, « Indépendance et solidarité 1958-1963 », in Frédéric Bozo, Pierre Melandri, Maurice Vaisse (dir.), *La France et l'OTAN (1949-1996)*, actes du colloque tenu à l'École militaire, 8, 9 et 10 février 1996, Centre d'études d'histoire de la défense, Bruxelles, éditions Complexe, 1996, p. 237.

12. NATO Archives, document MC. CS 012, 16 janvier 1956, *Procès-verbal sommaire de la réunion du comité militaire de l'Atlantique nord*.

13. NATO Archives, document MC.54, 11 octobre 1955, *Le Commandement et le contrôle de la défense aérienne de l'Europe OTAN*.



## La défense aérienne française dans le contexte OTAN (1949-1966)

### Cérémonie de départ des troupes américaines au camp de Saint-Germain-en-Laye.

Le 14 mars 1967, le général américain Lyman Lemnitzer, qui assure le double commandement du SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers in Europe) et des forces américaines stationnées en Europe, préside le départ de ses troupes du camp de Saint-Germain-en-Laye.

À 16 heures, les drapeaux français et américains sont descendus devant les détachements de militaires des deux pays, puis un groupe de soldats américains plie la bannière étoilée qui flottait sur le camp.



© Photo Keystone

globale. Le contexte stratégique évolue et pousse le général de Gaulle à exiger de l'Alliance une plus grande autonomie. Les décisions du général de Gaulle au sujet de la défense aérienne résultent de plusieurs facteurs de portée politique et stratégique. Il n'est pas question de revenir ici sur la sensibilité particulière qu'accorde le général de Gaulle à l'indépendance de l'outil militaire national. Ajoutons simplement que, dans le contexte du début des années 1960, la défense aérienne acquiert une nouvelle légitimité souveraine. À cela, il y a plusieurs raisons.

### Un contexte stratégique bouleversé

Elle résulte en premier lieu du changement d'attitude de la stratégie américaine (et donc de l'OTAN) en cas d'agression soviétique. Depuis 1954, la doctrine inaugurée par MC.48 prévoyait de répondre massivement et automatiquement par des frappes nucléaires dès lors qu'un conflit était jugé inévitable<sup>(17)</sup>. En 1961, face à la

menace d'un anéantissement mutuel en cas de conflit, le secrétaire d'État à la Défense Robert McNamara propose la stratégie de la *Flexible Response*. Désormais, l'utilisation d'armes atomiques est prescrite en dernier recours lorsque la situation est irréversible alors que, jusqu'alors, elle constituait un préalable à toute forme d'engagement. Pour le général de Gaulle, cette nouvelle stratégie marque le premier pas d'un désengagement progressif des Américains dans la défense de l'Europe et il se montre persuadé que la riposte graduée écarte un peu plus la perspective d'une intervention nucléaire américaine en cas de guerre ouverte. Fidèle à la théorie du faible au fort et au « *pouvoir égalisateur de l'atome* »<sup>(18)</sup> qu'introduit la possession de l'arme nucléaire par un État militairement inférieur à son adversaire<sup>(19)</sup>, la France reste en faveur de l'esprit de MC.48 et de ses représailles nucléaires massives. C'est dans cette optique que se conçoit le développement d'une composante nucléaire purement nationale. Pour le général de Gaulle seule une force stratégique – c'est-à-dire faisant peser une menace de représailles sur des objec-

18. Pierre-Marie Gallois, *Stratégie de l'âge nucléaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1960.

19. François Valentin, *Regards sur la politique de défense de la France de 1958 à nos jours*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1995.

17. NATO Archives, document MC.48 (Final), 22 novembre 1954, *Rapport du comité militaire sur le système le plus efficace à adopter pour la force militaire de l'OTAN pendant les prochaines années*.

tifs urbains – est crédible pour assurer une politique de dissuasion indépendante et souveraine. La défense aérienne est désormais perçue comme un élément essentiel de la force de frappe puisqu'elle est chargée en premier lieu de protéger ses installations et ses vecteurs offensifs. La défense aérienne, dont l'existence n'est désormais plus remise en cause au profit de forces offensives plus à même de prévenir une attaque aérienne, acquiert un véritable statut dans la stratégie globale de la dissuasion nucléaire.

### La nécessaire réorganisation de la défense aérienne

Ces bouleversements stratégiques imposent à la défense aérienne de se restructurer. Il convient également de réformer l'organisation de DAT pour corriger les nombreux dysfonctionnements qui nuisent fortement à son efficacité. Le problème a été particulièrement bien mis en lumière lors du putsch d'Alger en avril 1961 : à cette occasion, la défense aérienne a révélé d'énormes lacunes dans ses principaux domaines de compétences, notamment au niveau des transmissions et de la coordination des forces<sup>(20)</sup>.

Le 27 mai 1961, l'ancienne organisation de la DAT disparaît avec la création du commandement «Air» des forces de défense aérienne (CAFDA)<sup>(21)</sup>. La direction de la politique de défense aérienne reste une prérogative du Premier ministre tandis que le ministre des Armées conserve la direction de l'emploi des forces. Le véritable changement concerne le statut du chef d'état-major de l'armée de l'air qui dispose désormais d'attributions plus étendues dans le domaine de la préparation et de la mise en œuvre des forces de défense aérienne. Le décret n° 64-749 du 24 juillet 1964 relatif à la défense aérienne nous apporte plus de précision sur l'organisation et les attributions des responsables de cette structure. On y apprend que le général commandant le CAFDA «*est le représentant du ministre des Armées, dont il reçoit les directives*

20. SHAA, EMAA, carton E.3978, courrier n° 047/CAFDA/S, 10 juin 1961, *Rapport sur l'organisation et le fonctionnement de la défense aérienne pendant les événements d'Avril*.

21. Selon l'article 3 du décret n° 61-581 du 27 mai 1961.

*appropriées, à la commission interministérielle de défense aérienne*». Pour assurer sa mission, ce dernier dispose au sein de son état-major d'un sous-chef opérations chargé de la coordination des éléments extérieurs à l'armée de l'air sur le plan interallié et interarmées. Contrairement à l'organisation de la DAT qui semait la confusion entre la définition de la manœuvre interministérielle et interarmées d'une part, et le commandement aérien organique d'autre part, la création du CAFDA importe désormais de distinguer la défense aérienne, qui relève du domaine interministériel, et le commandement exécutif du CAFDA, subordonné au CEMAA. Ce dernier dispose désormais d'attributions plus étendues dans le domaine de la préparation et de la mise en œuvre des forces de défense aérienne. Contrairement à l'ancien schéma, le commandant de la défense aérienne ne peut pas s'affranchir de l'autorité du CEMAA chargé de la coordination des différents commandements organiques de l'armée de l'air. Autre élément symbolique de la nouvelle priorité de la défense aérienne, son état-major déménage de Versailles à Taverny de manière à assurer l'unité de direction du CAFDA et des FAS.

### Une introduction au retrait : MC.54/1

Après avoir retiré la flotte de Méditerranée de la structure militaire intégrée de l'OTAN en 1959, le général de Gaulle exprime son opposition au système de défense aérienne unifié de l'OTAN tel qu'il est proposé à la France dans le document MC.54/1. Le général de Gaulle ne s'oppose pas à ce que les éléments du 1<sup>er</sup> CATac soient mis à la disposition du SACEUR mais il exige que les forces de DAT demeurent sous la responsabilité des autorités françaises. Le 28 septembre 1960, le CAN approuve le MC.54/1 en tenant compte des réserves françaises. La France, quant à elle, ratifie le MC.54/1 à la suite des accords Puget-Norstad du 28 août 1961 qui mettent en place, de manière très favorable pour les autorités françaises, les cadres et les principes de la coordination entre le réseau de défense aérienne de l'OTAN et le CAFDA. Bien plus que le retrait de la flotte française de Méditerranée du commandement opérationnel de l'OTAN en 1959, les revendications françaises face au

## La défense aérienne française dans le contexte OTAN (1949-1966)



Photo Dassault Aviation

**Alignement de *Mirage III C*, nouvel intercepteur bisonique en attente de livraison à l'armée de l'air.**

MC.54/1 marquent la première victoire véritable d'une politique souveraine qui annonce la décision gaullienne de 1966. Le progressif désengagement des forces de l'OTAN opéré par le général de Gaulle n'est pas sans conséquence sur le dispositif de défense stationné sur le territoire métropolitain. En 1959, l'USAFE évacue de ses bases françaises ses trois escadres de chasseurs bombardiers ainsi que l'escadron de défense aérienne stationné à Phalsbourg. La *Royal Canadian Air Force*, qui concentre depuis le milieu des années 1950 environ le tiers des intercepteurs présents sur le sol français, remplace en 1963 ses unités de défense aérienne par des *Wings* de reconnaissance.

### La modernisation des moyens de défense aérienne

Cette baisse spectaculaire des effectifs en intercepteurs, pourtant déjà en nombre insuffisant, est quelque peu compensée par la mise en service de nouveaux matériels qui modernisent considérablement les moyens de la défense aérienne. L'armée de l'air reçoit l'intercepteur bisonique *Mirage III C* à partir de 1961, et le système STRIDA permet au réseau de détection et de contrôle d'améliorer de manière substan-

tielle sa capacité à prévenir une attaque aérienne surprise. Les moyens de défense aérienne de la marine nationale s'améliorent très nettement avec l'achat aux États-Unis d'intercepteurs *F-8 Crusader*, alors que l'armée de terre reçoit des missiles sol-air américains *Nike* et *Haw* ; mais ces matériels de qualité demeurent – c'est une constante durant toute notre période – en nombre largement insuffisant.

### Décision gaullienne et compromis franco-atlantique

Lorsque le général de Gaulle annonce, en mars 1966, sa décision de se soustraire à l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, la question de la défense aérienne est au premier plan des préoccupations des autorités politiques et militaires. La faible profondeur stratégique dont dispose le territoire national impose une coordination étroite avec le réseau de défense aérienne de l'OTAN. Or le retrait français pose la question du devenir de cette coordination dont les principes sont fixés depuis 1961 par les accords Puget-Norstad. Les enjeux se cristallisent essentiellement sur la capacité du réseau de défense aérienne français à recevoir les informations émises par les systèmes de détection de l'OTAN.



De la même façon qu'il exprime son désir de se soustraire à l'intégration militaire sans remettre en cause l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique, le général de Gaulle refuse de participer au système intégré de défense aérienne de l'OTAN en Europe (le NATINAD) mais estime nécessaire l'adhésion de son pays au programme de veille éloignée NADGE. Pour y parvenir, le chef de l'État accorde un certain nombre de concessions. Comme le souligne Olivier Pottier<sup>(22)</sup>, il va même jusqu'à maintenir le régime annuel d'autorisations de survol du territoire français par des avions américains en l'échange de l'accès aux informations du NADGE<sup>(23)</sup>. Il faut rappeler que sans ce nécessaire préavis la crédibilité de la force de frappe, désormais vulnérable, risque d'en être profondément affectée.

Les premières discussions sont engagées en juin 1966 entre, d'une part, le général Lemnitzer, commandant suprême allié en Europe (SACEUR) et le général Ailleret, chef d'état-major des armées, d'autre part. Les accords signés entre les deux parties en août 1966 « *définissent les conditions d'une coopération qui se substitue à l'intégration* »<sup>(24)</sup>. Pour le général de Gaulle, « *l'autonomie de décision vise surtout à préserver la capacité de manœuvre de la France en cas de crise* »<sup>(25)</sup>. Les accords Ailleret-Lemnitzer accordent à la défense aérienne une autonomie de décision et d'action qui semble davantage relever de l'héritage de 1961 plutôt que des décisions gaulliennes susceptibles de sacrifier à la politique souveraine une efficacité opérationnelle éprouvée. Ils sont pourtant une base solide à l'adhésion vitale de la France au réseau NADGE et à la participation française aux exercices aériens de l'OTAN<sup>(26)</sup> qui mettent en place les cadres de la manœuvre franco-atlantique de défense aérienne de l'Europe.

22. Olivier Pottier, *op.cit.*

23. Voir également la fiche n° 865/EMAA/BPG/AG/S du 15 mai 1966 relative aux autorisations permanentes de survol, SHAA, carton E.6638.

24. Frédéric Bozo, « Chronique d'une décision annoncée : le retrait de l'organisation militaire (1965-1967) », in Frédéric Bozo, Pierre Melandri, Maurice Vaisse (dir.), *La France et l'OTAN (1949-1996)*, actes du colloque tenu à l'École militaire, 8, 9 et 10 février 1996, Centre d'études d'histoire de la défense, Bruxelles, éditions Complexe, 1996, p.331-357.

25. *Ibid.*

## Conclusion

En France, l'idée d'une défense aérienne autonome s'impose véritablement avec la naissance de l'Alliance atlantique qui exacerbe le danger que représente la puissance militaire soviétique. Pour la première fois, alors que l'OTAN est susceptible de fédérer les forces de défense aérienne de l'Europe occidentale pour mieux prévenir une éventuelle agression soviétique, la France refuse l'intégration et décide de conserver la DAT sous autorité nationale. Cette autonomie souveraine est néanmoins mise à mal par un certain nombre de facteurs. Le premier réside dans le bénéfice qu'a trouvé la DAT à s'équiper avec du matériel fourni au titre du PAM. L'acceptation par la France de bases de l'OTAN sur son territoire constitue invariablement le second point portant atteinte au caractère strictement national de la défense aérienne du pays. Enfin, les pouvoirs étendus du SHAPE en matière de coordination de la défense aérienne à partir de 1958 favorisent incontestablement un certain degré d'ingérence au sein des affaires de défense nationales. Ce dernier aspect pousse le général de Gaulle à exiger de l'OTAN qu'elle révise, en septembre 1960, le document MC.54/1 en substituant à l'intégration une coordination entre l'OTAN et les forces de défense aérienne françaises. Parallèlement, alors que les dernières unités alliées de défense aérienne quittent le territoire métropolitain, le CAFDA modernise ses moyens avec du matériel purement français et prend part à la crédibilité de la force de frappe.

En 1966, lorsque le général de Gaulle décide de soustraire la France du commandement militaire intégré de l'OTAN, les accords Ailleret-Lemnitzer mettent en place les cadres de la coordination de la défense aérienne française avec l'OTAN, notamment au sujet de l'adhésion du système de détection NADGE. Paradoxalement, l'un des principaux enjeux de ce retrait unilatéral se cristallise autour de la connexion de la défense aérienne française avec un réseau OTAN. ●

26. Notamment au cours des exercices interalliés *Quick Train* organisés par le SACEUR.